

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 04/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHATAL

29 RUE DE TABAGO
44460 SAINT-NICOLAS-DE-REDON

Références : N5-2022-0223

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2022 dans l'établissement CHATAL implanté 29 RUE DE TABAGO 44460 SAINT-NICOLAS-DE-REDON. L'inspection a été annoncée le 13/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHATAL
- 29 RUE DE TABAGO 44460 SAINT-NICOLAS-DE-REDON
- Code AIOT dans GUN : 0006306755
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société CHATAL exploite, sur le site de St-Nicolas-de-Redon, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des impacts sur l'environnement
- Suivi de certains équipements
- Suite de la précédente visite

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1 - Mise à jour du tableau de classement ICPE	Code de l'environnement, article L513-1	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2 - Modifications des installations	Code de l'environnement, article R181-46-II	/	Sans objet
3 - Rejets atmosphériques des installations	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 3-6	/	Sans objet
4 - Rejets des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4-3-2-2	/	Sans objet
5 - Programme de surveillance des rejets d'eaux industrielles	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
6 - Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 7-4-4	/	Sans objet
7 - Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4-3-2-4	/	Sans objet
8 - Substances soumises à autorisation	Règlement européen du 18/12/2006	/	Sans objet
9 - Suivi des équipements : Déclencheurs d'alarme en point bas des rétentions	Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 7-4-2-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 - Mise à jour du tableau de classement ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L513-1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification. Constats : La nomenclature des ICPE a été modifiée à plusieurs reprises ces dernières années : en particulier, par le décret n°2019-292 du 9 avril 2019 (rubrique n°2565), le décret n°2020-559 du 12 mai 2020 (rubrique n°2940) et le décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019 (création de la rubrique n°1978). Par ailleurs, suite à l'évolution de la classification de l'acide nitrique au titre du règlement CLP, l'acide nitrique en solution d'une concentration comprise entre 26,5 % et 70 % est, dorénavant, classé H331 (toxicité aiguë par inhalation, catégorie 3) ; ce produit relève alors de la rubrique n°4130-2. Ces modifications impacteraient le classement ICPE du site. L'exploitant sollicitera, pour les rubriques modifiées ou créées, le bénéfice des droits acquis en application des articles L513-1 et R513-1 du code de l'environnement et transmettra le classement ICPE mis à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2 - Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Modifications des installations
Prescription contrôlée : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. Constats : Un dossier de porter à connaissance portant sur la modification des installations de traitement de surfaces a fait l'objet de multiples échanges en 2019. Suite à la crise sanitaire ayant impacté fortement l'industrie aéronautique, plusieurs projets n'ont pas été réalisés. L'exploitant transmettra un dossier de porter à connaissance mis à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3 - Rejets atmosphériques des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 3-6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Périodicité de contrôle des rejets atmosphériques
Constats : Un contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture est réalisé annuellement. Les derniers contrôles ont été réalisés en 08-2020 et en 09-2021. Lors de la visite, il a été constaté que la cabine d'application de peinture 2016 et que la ligne de traitement de surfaces L100 n'avaient pas été contrôlées en 08-2020 car les installations étaient à l'arrêt le jour du contrôle. Par ailleurs, les rejets atmosphériques de la ligne Niteau mis en service en 2019 n'ont pas fait l'objet de contrôle à ce jour. L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des points de rejets atmosphériques sont contrôlés à la périodicité fixée réglementairement. Il procédera, dans les meilleurs délais, à un contrôle des rejets atmosphériques de la ligne Niteau.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4 - Rejets des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4-3-2-2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les effluents qui rejoignent le réseau communal sont totalement exempts des composants suivants : cadmium, chrome VI, cyanures et nickel.
Constats : Les résultats de la surveillance pour l'année 2021 réalisée mensuellement sur les rejets d'eaux industrielles pré-traitées vers le réseau communal et transmis via l'application GIDAF mettent en évidence : - l'absence de chrome VI et de cyanures dans les eaux rejetées ; - la présence de cadmium (jusqu'à 40 µg/l en 01-2021) et de nickel (jusqu'à 690 µg/l en 09-2021). L'exploitant doit poursuivre ces investigations, afin de déterminer l'origine de la présence de cadmium et de nickel dans les eaux industrielles rejetées au réseau communal. Dans le cadre de la mise à jour du programme de surveillance, il pourra solliciter, en le justifiant, l'adaptation des prescriptions de son arrêté préfectoral. L'exploitant présentera les conclusions de l'étude menée en vue de mettre en place une installation de traitement complémentaire "Zéro rejet" des eaux industrielles (Réponse à l'observation O1 de la précédente inspection).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 5 - Programme de surveillance des rejets d'eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions.
Constats : L'AM du 24-08-2017 a modifié, dans une série d'arrêtés ministériels, les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE (en particulier, l'AM du 30-06-2006). Les dispositions relatives à la surveillance des rejets de substances dangereuses qui ont été insérées ou modifiées entraient en vigueur le 01-01-2018. La surveillance des rejets définie peut prendre en compte les résultats des campagnes de surveillance initiale et pérenne réalisées. Pour le cas des substances n'ayant pas fait partie de la campagne RSDE, l'exploitant doit s'interroger sur l'éventuelle présence de ces substances dans ses rejets. L'exploitant transmettra le programme de surveillance de ses rejets aqueux mis à jour au vu des modifications apportées par l'AM du 24-08-2017.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6 - Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 7-4-4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site est assurée dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation ;- deux puits au moins sont implantés en amont hydraulique ;- deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe ;- l'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte-tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation. Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les plus brefs délais.
Constats : En préalable à la visite, l'exploitant a transmis les rapports de surveillance de la qualité des eaux souterraines réalisée en 2020 et en 2021. La dernière campagne a été réalisée en décembre 2021 ; dans son rapport, la société SUEZ Remediation précise qu'à l'issue de la campagne, un bilan quadriennal sera réalisé (avec mise à jour du schéma conceptuel permettant de statuer sur les modalités de surveillance et proposer le cas échéant des modifications du programme). De plus, plusieurs recommandations sont émises ; en particulier, au vu des faibles hauteurs de colonne d'eau au droit des piézomètres PZH et PZG, un décolmatage de ces ouvrages est recommandé. L'exploitant transmettra le bilan quadriennal avec ses propositions et justificatifs associés. Il précisera les dispositions mises en oeuvre ou envisagées pour prendre en compte les recommandations émises dans le dernier rapport de surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 7 - Surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 4-3-2-4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous : - Matières en suspension : 35 mg/l ; - DCO sur effluent non décanté : 125 mg/l ; - Hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Périodicité de contrôle : annuelle.
Constats : En préalable à la visite, l'exploitant a précisé qu'aucun contrôle des eaux pluviales n'avait été réalisé en 2020 et en 2021. Début 2022, un prélèvement a donc été réalisé ; les résultats ont été présentés le jour de la visite. Ils mettent en évidence un dépassement de la valeur limite en hydrocarbures totaux (26 mg/l). L'exploitant doit analyser cette non-conformité et mettre en place les actions correctives permettant de respecter les valeurs limites applicables aux rejets d'eaux pluviales. Il transmettra les résultats des mesures réalisées au niveau de ce rejet, après travaux, justifiant de leur conformité. Il s'assurera du respect de la périodicité de contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 8 - Substances soumises à autorisation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour régulièrement (au moins une fois par an), la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement n°1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'IIC.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant est susceptible de détenir et d'utiliser des produits contenant des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement n°1907/2006. Par exemple, certains produits utilisés dans les installations de traitement de surfaces contiennent du trioxyde de chrome ou du dichromate de potassium ; de même, certains produits utilisés dans les installations d'application de peinture contiennent du chromate de strontium ou du dichromate de potassium. L'exploitant a présenté plusieurs documents attestant de sa notification auprès de l'Agence européenne des produits chimiques pour l'utilisation de certains produits. L'exploitant doit établir, dans les meilleurs délais, la liste exhaustive des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement n°1907/2006 qu'il utilise. Il s'assurera de détenir, pour chaque substance, l'autorisation délivrée par l'ECHA et la dernière mise à jour de la fiche de données de sécurité étendue (en français). Enfin, il veillera à la mise en place des mesures de gestion définies pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

<p>L'exploitant transmettra, la liste établie, les fiches de données de sécurité correspondantes, ainsi que les éléments attestant de sa notification auprès de l'Agence européenne des produits chimiques pour chaque substance.</p> <p>Concernant les émissions de chromate de strontium contenu dans certaines peintures appliquées, l'exploitant réalisera, annuellement, une surveillance des émissions de chrome VI au niveau des cabines d'application de peinture concernées.</p> <p>Comme demandé dans le cadre du dossier de porter à connaissance, il mettra à jour l'évaluation quantitative des risques sanitaires présentée dans le dossier de demande d'autorisation en 2013.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 9 - Suivi des équipements : Déclencheurs d'alarme en point bas des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2013, article 7-4-2-1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
<p>Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé les dispositions mises en place au niveau des rétentions associées aux installations de traitement de surfaces pour détecter la présence de liquide en point bas.</p> <p>Des contrôles des capteurs et des asservissements associés sont réalisés mais ne sont pas tracés.</p> <p>L'exploitant assurera la traçabilité des contrôles réalisés au niveau des dispositifs permettant de détecter la présence de liquide en point bas dans les rétentions associées aux installations de traitement de surfaces.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet